

nada était alors en bonne posture. Or, au cours des trois dernières années, en regard des 436,000 immigrants amenés au pays sous le régime libéral, l'actuel ministre de l'Immigration n'en a admis que 60,000 et je crois qu'il a eu raison de restreindre le flot de l'immigration; de fait, je suis absolument de l'avis de ceux qui prétendent que l'on ne doit pas admettre d'immigrants au pays, durant l'ère critique que nous traversons, puisque nous ne sommes pas en mesure de procurer du travail à tous les citoyens du Canada. Mais pour revenir à ce que je disais au début, je suis d'avis que le jour où nous ferons retour à une situation normale et où le Canada jouira de la prospérité qu'il est en droit d'attendre, le pays sera une fois de plus la terre de prédilection des immigrants de diverses parties de l'univers et nous les accueillerons en grand nombre avec plaisir.

M. DENIS (texte): Monsieur le président, en me levant pour prendre part à cette discussion je n'ai pas l'intention de prononcer un discours qui pourra servir dans dix ans, peut-être, quand le monde sera revenu à des conditions normales. Etant donné la situation actuelle, nous devons nous opposer à la participation du Canada à la politique de colonisation de l'Empire et ne pas encourager l'Empire, au moyen de contributions, à nous envoyer des colons qui seront certainement à charge au pays. Le Gouvernement a pu le constater, depuis trois ans il n'a pu subvenir aux besoins de nos chômeurs. C'est le devoir du Gouvernement de mettre le peu d'argent qui nous reste à la disposition de nos concitoyens et de ne pas contribuer à augmenter encore le nombre des sans-travail.

Pour ces raisons, je m'oppose au vote de ce montant de \$10,000 pour participer à ce plan de colonisation. Les députés ministériels de la province de Québec qui, depuis trois ans, sur les tribunes politiques, blâment l'ancien régime d'avoir favorisé l'immigration au pays, ont dû être scandalisés en apprenant, aujourd'hui, dans cette Chambre, que leurs amis sont prêts à encourager l'immigration au Canada même durant ces temps de dépression.

Monsieur le président, je tiens à protester contre la dépense de cette somme de \$10,000 et je demande au Gouvernement de mettre en pratique ce que le très honorable premier ministre (M. Bennett) prêche depuis trois ans: "Canada first". Tâchons d'abord d'aider nos propres citoyens à vivre et laissons dans leur pays ceux qui n'ont pas les moyens de venir s'établir au Canada.

M. VALLANCE (traduction): Je prends la parole uniquement pour protester contre une remarque de l'honorable député de Kenora-Rainy-River au sujet de l'immigration. Il

[L'hon. M. Manion.]

nous a dit que de toute la population de Grande-Bretagne, 7 p. 100 seulement sont agriculteurs, et que pour cette raison, on ne pourrait guère facilement faire de bons cultivateurs des 93 pour 100 qui restent. Je proteste contre cette assertion; parmi les meilleurs cultivateurs que nous devons à l'Ouest canadien, il en est qui nous sont venus des centres industriels de la Grande-Bretagne.

L'honorable député de Kenora-Rainy-River a cité un passage du fameux discours prononcé le 22 mai 1929 par le ministre actuel des Chemins de fer, lequel dit que nous avions fait venir 436,000 personnes pendant les années que nous avons passés au pouvoir...

L'hon. M. MANION: Les trois dernières années financières, ai-je dit.

M. VALLANCE: Cela ne fait qu'aggraver la chose. Il affirme maintenant que son gouvernement n'en a admis que 60,000. Comparons cela avec le propos cité par l'honorable député de Kenora-Rainy-River. Si les cultivateurs sont aussi prospères que le premier ministre et quelques-uns de ses partisans le prétendent, nous devrions être en mesure d'absorber par centaines de milles des immigrants de toute catégorie et de toute provenance. Même les 436,000 que l'on a fait venir ces trois années-là n'étaient pas suffisants; le ministre des Chemins de fer était d'avis que nous aurions dû en faire venir des centaines de milles de tous pays. Comment concilie-t-il cela avec les éloges qu'il fait à présent de son gouvernement pour n'en avoir reçu que 60,000?

L'hon. M. MANION: Simplement par la situation mondiale, voilà tout. Je ne fais pas à l'ancien gouvernement un reproche d'avoir fait venir ce nombre d'immigrants, et je l'ai dit; j'ai simplement fait observer qu'il avait fait venir ce nombre d'immigrants et nous avions réduit le nombre des nouveaux venus à 60,000, citant des chiffres ronds de mémoire. A vrai dire, le Gouvernement actuel a été dans l'obligation de réduire le nombre non pas parce je ne parlais pas en toute sincérité dans le temps, mais à cause de la situation mondiale, à cause d'une dépression sans précédent dans l'histoire du monde et dont nous subissons notre part.

M. VALLANCE: Je me bornerai à dire que le ministre actuel des Chemins de fer a dit cela en mai 1929. En 1930, lui et ses collègues du ministère ont parcouru tout le pays et voyaient tout sous les plus sombres couleurs, et c'est simplement à cause de cela qu'il est ministre des Chemins de fer aujourd'hui. Ils parlaient de l'état de choses déplorable qui existait en Canada et qu'ils disaient